



GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

Le prix d'abonnement est de 15 fr. pour trois mois; 50 fr. pour six mois, et 60 fr. pour l'année. — On s'abonne à Paris, au BUREAU DU JOURNAL, quai aux Fleurs, N° 11; chez PONTMIEU, Libraire, Palais-Royal; chez PICHON-BÉCHET, quai des Augustins, n° 47, et Charles BÉCHET, même quai, n° 57, libraires-commissionnaires, et dans les Départemens, chez les principaux Libraires, et aux Bureaux de poste. — Les lettres et paquets doivent être affranchis.

NOUVELLE REQUÊTE AU CONSEIL D'ÉTAT

Pour M. Alphonse Foy, avocat à la Cour royale, partie civile et plaignante du coup de sabre qui lui a été porté dans la rue de la Grande-Truanderie, près de celle du cloître St-Jacques-l'Hôpital, et de son domicile, le mardi 20 novembre, par des gendarmes à cheval, détachés du corps stationné rue Saint-Denis;

Et pour M. DOUEZ, employé, demeurant à Paris, rue de la Monnaie, n° 10, partie civile et plaignante, d'un coup de feu tiré, le lundi 19 novembre, par les gendarmes à pied, commandés par le comte d'Aux, dans la rue aux Ours.

ET REQUÊTE D'INTERVENTION

Pour 1° M. Catillon, employé, demeurant à Paris, rue Saint-Denis, au coin de la rue aux Ours, partie civile et plaignante, par acte du 7 février 1828, ainsi qu'il est reconnu par l'arrêt de la Cour royale du 27 février, de la blessure grave portée à son fils, mineur de 15 ans, à côté de sa mère, par un coup de feu, tiré à l'appartement qu'il occupe au deuxième étage, sur les dix heures du soir;

2° Jean-George-Henri Cabanis, employé, demeurant à Paris, rue de la Fidélité, n° 7, partie civile et plaignante, les 21 février et 17 mars, des blessures à lui portées par trois gendarmes à cheval, dont l'une le prive de l'usage presque entier de la main droite;

3° François-Germain Denis, cordonnier, demeurant à Paris, rue des Mar-mousets, n° 26, partie civile et plaignante, les 20 février et 15 mars, du coup de feu qu'il a reçu le 19 novembre, à dix heures et demie du soir, dans la rue aux Ours, et qui a nécessité l'amputation de la cuisse;

4° Dallet (Pierre), employé, demeurant à Paris, rue Beaurepaire, n° 1er,, partie civile et plaignante, par acte du 19 février et par l'arrêt de la Cour, du 27, du coup de baïonnette qui lui a été porté rue de la Ferronnerie, près la rue Saint-Denis, en sortant du café Soupe, se rendant rue Beauregard; par un gendarme à pied détaché du corps du lieutenant d'Aux, se dirigeant le 19 novembre de la porte Saint-Denis à celle du Châtelet, sur les onze heures;

5° Gleize (Marc-Pierre-Frédéric), tailleur, demeurant à Paris, rue Mazarine, n° 51, partie civile et plaignante, les 25 novembre, 5 décembre et 21 février, d'un coup de sabre qui lui a été porté sur la tête par un gendarme à cheval;

6° Adolphe Dudon, ex-élève des hôpitaux civils de Paris, demeurant rue Comtesse-d'Artois, n° 17, partie civile et plaignante, par acte du 7 mars 1828, du coup de sabre qui lui a été porté le 19 novembre, sur les onze heures et demie du soir, rue Bourbon-Villeneuve, par un gendarme à cheval;

7° Adolphe Blanqui, étudiant, demeurant à Paris, rue d'Anjou au Marais, n° 21, partie plaignante du coup de feu qui lui a été porté au col, le 19 novembre sur les dix heures et demie, rue aux Ours, par les gendarmes à pied commandés par M. d'Aux;

8° François Guilbert, employé, demeurant à Paris, rue des Fourreurs, n° 11, ci-devant, et à présent place du Chevalier-du-Guel, partie civile et plaignante, les 20 décembre, 21 février, et ce aujourd'hui, à raison du coup de sabre qui lui a été porté, sur les 10 heures et demie, le 19 novembre, sur le trottoir de la place du Châtelet, par un gendarme à cheval;

9° M. Cellier (Pierre-Louis), fabricant de bijoux, demeurant à Paris, rue des Cinq-Diamants, partie civile et plaignante, les 12 décembre, 22 février, et ce aujourd'hui, des trois coups de sabre qui lui ont été portés, entre dix et onze heures, rue Saint-Denis, le soir du 19 novembre, par un gendarme à cheval;

10° Henot (Isidore), marchand de parapluies, demeurant à Paris, place de la Madeleine, n° 16, partie civile et plaignante, le 7 mars, du coup de feu qui lui a été porté le mardi 20 novembre, sur les dix heures du soir, en sortant de la rue de la Grande-Truanderie pour entrer dans la rue Saint-Denis; blessure qui lui a fracassé la mâchoire et l'a fait tomber évanoui;

11° Joseph-Marie-Nicolas Hamelin, balancier, demeurant à Paris, rue St-Denis, n° 78, partie civile et plaignante, par actes du 5 décembre 1827 et 27 février 1828, pour violences illégales exercées à son égard et contre sa femme, qui en a perdu la raison, par les gendarmes qui ont violé son domicile dans la soirée du 20, et pour arrestation et détention arbitraire commises envers lui sous prétexte de flagrant délit par le commissaire de police Roche;

12° Marie-Aimée Guyard, veuve de Jean-Baptiste Henry, demeurant à Paris, rue des Prêtres Saint-Germain-l'Auxerrois, n° 3, et Rose Flandes, veuve d'Auguste Henry, demeurant chez M. Remy, cordonnier, rue Saint-Denis, n° 244, parties civiles et plaignantes, par acte notarié de ce jour, à raison du meurtre commis sur la personne de leur fils et mari, dans la soirée du 20 novembre, sur les 10 heures;

13° Legrand (Jean-François-Marie), demeurant à Paris, rue Beaubourg, n° 53, partie civile et plaignante, les 25 et 30 novembre, et par acte de ce jour, des coups de sabre à lui portés dans la soirée du 20 novembre, rue Saint-Denis, par les gendarmes à cheval; blessure qui le prive de l'usage de la main droite;

14° Lemoine, commissaire à la halle aux cuirs, demeurant à Paris, rue Mauconseil, n° 31, partie civile et plaignante, les 22 novembre, 6 décembre, et ce jour, à raison des blessures qui lui ont été portées, rue du Cygne, près la rue Saint-Denis;

15° Victor Morpurgo, médecin, demeurant à Paris, rue Quincampoix, n° 65, partie civile et plaignante, le 4 décembre et ce aujourd'hui, à raison des deux

coups de bayonnette qui lui ont été portés, le 20 novembre, rue aux Ours, à 10 heures et demie, par un gendarme à pied;

16° M. Bassy, propriétaire, demeurant à Caen, rue de Bayeux, n° 1, ci-devant résidant à Paris, rue Aubry-le-Boucher, n° 35, partie plaignante devant la Cour, par acte du 10 décembre dernier, à raison des coups de sabre qui lui ont été portés dans la soirée du 19 novembre, à dix heures et demie, rue de la Grande-Truanderie, par un officier de gendarmerie à cheval;

17° Bignon (Jean-Pierre-Marie), commis toiseur, âgé de 43 ans, demeurant à Paris, rue Saint-Germain-l'Auxerrois, n° 84, partie civile et plaignante, aux termes de l'acte de ce jour, d'un coup de sabre à lui porté dans la soirée du 19, à quelques pas de son domicile, par un gendarme à cheval, qui a parcouru, en sabrant, la rue Saint-Germain-l'Auxerrois, et a frappé le plaignant au moment où il recevait dans ses bras un ouvrier blessé par le même gendarme;

18° Pierre Garnier, demeurant à Paris, ci-devant rue du Vertbois, n° 12; présentement rue Saint-Denis, chez M. Mas, bijoutier; partie civile et plaignante; à raison du coup de feu dont il a été frappé rue Saint-Denis, près le passage du Grand-Cerf, dans la soirée du 20 novembre;

19° Parizot (Jérôme), demeurant à Paris, rue Beaurepaire, n. 15, partie plaignante pour son fils Jules, âgé de 17 ans, frappé d'un coup de feu dans la soirée du 20 novembre, au coin de la rue du Petit-Lion.

Sire,

Quand l'animadversion s'attaque avec persévérance à certains fonctionnaires, il est bien rare que l'erreur et la prévention seules en soient la cause; et, quand des faits graves viennent la justifier, il semble qu'aucun obstacle ne peut plus être légitimement opposé au cours de la justice, car la justification alors est une nécessité pour les inculpés, pour le pouvoir, qui leur avait délégué son autorité, et pour la société inquiète, qui se demande si ceux qui devaient veiller à sa sûreté l'ont trahie.

Le supplément d'instruction ordonné par votre Cour royale de Paris, a répandu bien des lumières nouvelles et achevé d'établir une conviction qu'une communication très imparfaite encore, restreinte à nos griefs individuels, et à la journée du 19 novembre, avait nécessairement laissée un peu chancelante.

Aujourd'hui, il n'y a plus aucun doute à nos yeux, sur la culpabilité des anciens chefs de la police, et des conclusions plus sévères en seront la conséquence. On nous a supposé l'intention de nous borner à une simple action civile. Nous n'avons pas qualité pour exercer directement la vindicte publique; mais nous avons le droit de provoquer son action, et de nous y associer, pour assurer les réparations qui nous sont dues (1).

Les charges les plus graves pèsent sur la gendarmerie de Paris. Elle n'a trouvé moyen de se défendre de l'application de l'art. 309 du Code pénal, pour les violences criminelles aux quelles plusieurs de ses membres se sont livrés envers les citoyens et envers les parties civiles, qu'en refusant de faire connaître les coupables, qui se cachent dans ses rangs, ou en les faisant disparaître, au moyen des mutations qui ont eu lieu depuis le mois de novembre.

Plusieurs commissaires de police, notamment MM. Galletton, Boniface, Lecrosnier, Roche et Vaissade, sont également compromis, soit pour n'avoir pas fait les sommations dans les formes légales, soit pour avoir laissé établir des barricades, soit pour n'avoir pas réprimé les premiers désordres que la loi les obligeait de constater. Mais, ni à l'égard des uns, ni à l'égard des autres, nous n'avons besoin de recourir à l'autorité du conseil de V. M.

Les chefs purement militaires, tels que le capitaine d'état-major Bouvyer, le colonel chef d'état-major Divonne, et M. le colonel du 18^e, Fitz-James, qui ont commandé le feu, paraissent avoir droit à la garantie prévue par l'art. 75 de la constitution abrogée de l'an VIII, au moins d'après la jurisprudence, ou ils sont directement justiciables des conseils de guerre; mais aucunes conclusions n'ont encore été prises à leur sujet par aucune partie civile. Il n'en est pas de même à l'égard du chef d'escadron Roësch, des lieutenants d'Aux et Bidon; comme officiers de gendarmerie, ils n'ont pas droit à l'exception; rien ne s'oppose à leur comparution en justice.

MM. Franchet et Delavau y comparaitront, lorsque Votre Majesté, en son conseil, aura reconnu qu'ils sont suffisamment inculpés. Pour nous renfermer dans ce qui les concerne, nous laisseront de côté les faits généraux; ce sera l'objet d'un mémoire collectif, dont les défenseurs rassemblent depuis long-temps les matériaux.

Les articles de la loi pénale avec lesquels les faits constatés à la charge des deux fonctionnaires actuellement inculpés, doivent être comparés sont les articles 109, 110, 123 et 186 du Code pénal. Les art. 109 et 110 prévoient le cas d'un plan concerté pour empêcher

(1) Arrêt de la Cour de cassation du mois de mars 1827 au rapport de M. Maugin.

un ou plusieurs citoyens d'exercer librement leurs droits civiques d'élection dans un ou plusieurs départemens.

L'art. 123 punit de prison, d'amende et d'interdiction des droits civiques les fonctionnaires qui ont concerté des mesures « contraires aux lois, soit par la réunion d'individus, ou de corps dépositaires de quelque partie de l'autorité publique, soit par députation ou correspondance entre eux. »

Enfin, l'art. 186 porte : « Lorsqu'un fonctionnaire ou un officier public, un administrateur, un agent, ou un préposé du gouvernement, ou de la police, un commandant en chef ou en sous ordre de la force publique, aura, sans motif légitime, usé ou fait user de violences envers les personnes dans l'exercice, ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, il sera puni selon la nature et la gravité de ces violences (dans l'espèce, il s'agit de violences criminelles, art. 309), en élevant la peine suivant les règles posées par l'art. 198. »

Voyons maintenant quels sont les faits. Dans la matinée du 19 novembre le préfet de police Delavau dit qu'il a été averti que des rassemblements auraient lieu dans la soirée. Des affiches manuscrites, dont les auteurs n'ont pas été saisis, apposées aux écoles de médecine et de Droit, l'indiquaient. Il imputait au parti révolutionnaire (1) le dessein de célébrer par des excès son triomphe dans les élections de Paris.

Il était si convaincu, dit-il, qu'il y aurait des troubles le même jour qu'il prétend avoir écrit au commandant de la division militaire pour l'en avertir, en le requérant de faire sortir des casernes des troupes nombreuses pour mettre sous ses ordres la garde de Paris, ce qui ne peut avoir lieu, de son aveu, que dans des circonstances tout à fait extraordinaires.

Cependant il n'a pas fait publier d'ordonnance de police contre les rassemblements, le lundi 19; cette ordonnance n'a paru que le mardi 20, à l'entrée de la nuit, et n'a pu être connue des citoyens.

Cet oubli du premier des devoirs du magistrat de police est d'autant plus étrange que lui-même, dans son rapport général, déclare qu'il avait dû prendre des mesures de surveillance.

Dans son interrogatoire du 5 mars, il n'a fourni aucune explication à ce sujet.

Tout prouve le concert des mesures qui vont suivre, entre M. Delavau et M. le Directeur de la police générale. D'abord se présente l'aveu de M. le Préfet (2), qu'il est allé de sa personne conférer au sujet des événements qui se préparaient dans la journée du 19, avec le ministre de l'intérieur.

Cela veut dire sans doute, au ministère de l'intérieur, et, comme il n'existait en cette partie d'autre représentant du ministre, alors gravement malade (M. de Corbière), que M. Franchet, ce n'est pas de M. de Villèle, chargé par intérim du portefeuille, depuis le 31 octobre, qu'il s'agit; M. Delavau n'eut pas oublié de le désigner par son nom, ou de lui donner sa qualité de président du conseil. Nous faisons cette remarque parce que M. Delavau a usé de beaucoup de réticences, notamment sur les agens particuliers de police qu'il a employés, et parce que d'ailleurs on sait que l'ex-préfet de police ne cessait de conférer pour les moindres affaires avec son chef immédiat, M. le conseiller-d'état Franchet; celui-ci n'était pas un simple commis quoiqu'on en dise; car c'est lui qui signait les ordres de bannissement et les dénonciations à la justice, avec la formule banale et jamais contestée : *par autorisation du ministre*.

M. Delavau parle de recommandations à lui faites par le ministère; mais comme tout est verbal, il est naturel, connaissant l'accusation qui pèse sur son collègue et sur lui, qu'il ne dise pas la vérité à ce sujet.

Au reste, ces recommandations, portant qu'il ne fallait employer la force publique que le plus tard possible et en se concertant avec elle, s'il y avait lieu, rendent justement suspect d'antidate ou de fabrication l'ordre, rapporté à la date du 19 (3), qui aurait mis la garde de police de Paris sous le commandement exclusif de l'autorité militaire.

Vaissade, Lecrosnier et Boniface, qui ont accompagné comme commissaires de police les trois détachemens dirigés sur les barricades, déclarent ne l'avoir pas connu. Moullier, Bouvyer, et Divonne, commandans des détachemens, soutiennent qu'ils étaient dirigés exclusivement par l'autorité civile. Moullier a été complètement empêché d'agir par le commissaire Boniface, et il s'en plaint (4).

Le général Montgardé, dans son rapport sur la journée du 19, ne parle pas de cet ordre. Il n'en existe pas de notification, comme de celui qui a été donné pour la journée du 20, par l'officier d'état-major de service; il n'existe pas d'instruction donnée en conséquence par le général.

M. le ministre de la guerre, résidant à Paris, en aurait été informé par le colonel de la gendarmerie; car ce devoir lui est imposé par l'ordonnance du 29 octobre 1820. D'après la lettre remarquable écrite le 20 novembre, on doit penser que le marquis de Clermont-Tonnerre n'eut pas laissé passer cette occasion de commander des mesures décisives et un vigoureux coup de collier.

On va voir d'ailleurs toutes les mesures partir exclusivement du cabinet de M. le préfet.

L'ordre du 19 novembre a donc été fabriqué; on va voir dans quelle intention.

Dans son interrogatoire du 5 mars, M. Delavau répondant à cette question des magistrats :

« Qui a donné l'ordre de charger les armes dans la cour de la préfecture? dit : Je l'ignore complètement. Ce doit être l'officier militaire chargé du commandement, d'autant plus que les ordres à donner aux gendarmes devaient l'être en ce moment par le général-commandant de la division. »

D. « De qui est émané l'ordre d'attaquer les barricades à coups de fusil? » — R. « C'est un fait militaire qui m'est étranger. »

Cependant, Bouvyer, commandant le seul détachement qui ait fait feu dans cette soirée, déclare qu'il a agi par l'impulsion de l'homme de police placé à ses côtés, et cet homme (Lecrosnier) avait reçu ses instructions directes du préfet.

Il résulte de l'interrogatoire de M. de Fromont, quel ordre de charger à l'avance les armes de la gendarmerie, ce qui (d'après la déclaration du comte d'Aux, ne s'est pas fait depuis dix ans), a été donné, non par le commandant de la division militaire, mais par de Fromont lui-même, qui venait de dîner à la table du préfet avec M. le comte Divonne, commandant de la place, chef d'état-major, et le chef d'escadron, commandant par intérim la gendarmerie (1). M. de Divonne, représentant de l'autorité purement militaire, ne avoir donné l'ordre de charger les armes. Il est vrai que cet officier supérieur ne dit pas toujours toute la vérité; il glisse sur le dîner; il ne avoir donné l'ordre de faire feu à l'attaque de la première barricade, quoiqu'il en ait été requis par le commissaire de police Vaissade. Du reste, il affirme que, jusque là, les commissaires de police avaient les mêmes droits qu'à l'ordinaire, c'est-à-dire le droit de faire même des réquisitions aux commandans de la force armée.

L'ordre supposé par M. Delavau n'existait donc pas; c'est lui qui, comme colonel de la gendarmerie de Paris, a ordonné, dans son banquet, les mesures exécutées depuis. Le gendarme Cantegril a déposé, le 24 janvier, que les armes avaient été chargées dans la cour de la préfecture, en présence du préfet, par l'intermédiaire apparent de Fromont. Les officiers de paix Hébert et Carteau disent également que le préfet de police était avec M. de Pins, son secrétaire, dans la cour. Les deux chefs militaires, MM. Roéch et Divonne, sont sortis du banquet si animés contre la population, que le premier a commandé des charges meurtrières tout le long de la rue St.-Denis, et blessé grièvement la plupart des parties civiles, sans formalités aucunes, comme sans nécessité; et que l'autre (M. de Divonne), en arrivant sur la place du Châtelet, a, de son aveu et par imitation, fait charger les armes à toute la ligne. Arrivé près de la barricade, son premier mot a été de commander le feu au sous-lieutenant Suau, qui en dépose ainsi que le chef de bataillon Darraq et d'autres officiers, et sans le courageux dévouement de Douez qui s'est jeté au-devant du premier peloton, sans l'intervention du généreux Darraq, la décharge la plus meurtrière aurait eu lieu.

Nous savons bien que M. Divonne revendique le mérite d'avoir lui-même réparé sa faute; mais l'honneur en appartient tout entier au chef de bataillon Darraq.

Par quels motifs, demandent à M. Delavau les magistrats, avez-vous jugé nécessaire de mettre la gendarmerie, ordinairement sous vos ordres, sous ceux du commandant de la division, avant qu'il y eût des mouvemens séditieux dans la rue St.-Denis? Cette mesure paraît avoir été insolite pendant votre administration?

Le commandement des troupes, répond M. Delavau, en pareille circonstance passe nécessairement à l'autorité militaire, en vertu de l'art. 54 de l'ordonnance du 10 janvier 1816. Il en avait déjà été ainsi depuis mon administration, notamment lors de l'expulsion de Manuel de la chambre des Députés, et lors des troubles qui eurent lieu à l'église des Petits-Pères, à l'occasion des Missions.

Que Paris ait été mis en état de siège, et que le pouvoir civil ait été suspendu pour assurer l'expulsion d'un membre de la chambre des députés, cela pourra paraître extraordinaire. Mais il n'est pas vrai, en droit, que le magistrat de police puisse ainsi abdiquer son pouvoir, au moment où il s'agit de protéger les citoyens. L'état de siège ne peut résulter que d'un acte de l'autorité souveraine. Si c'est une tradition de l'empire, que M. Delavau a servi avec zèle dans ses jeunes années, il devait la repousser comme incompatible avec un gouvernement constitutionnel.

Autrement, les citoyens ne pourraient donc plus réclamer la protection des magistrats civils, contre les violences de la force armée, dirigée par l'impulsion d'hommes passionnés ou dévorés d'ambition; il n'y aurait plus de remède que dans la rébellion et dans la guerre civile, puisque les hommes à uniforme peuvent attaquer les citoyens, sans que ceux-ci puissent leur opposer même la résistance passive, à cause de la présomption de légalité, qui suit partout l'action de la force armée, et puisque d'ailleurs, (la poursuite actuelle le prouve suffisamment) ils ne sont pas reconnaissables comme les autres assassins.

Une révolution dans la capitale pourrait s'accomplir au profit du pouvoir absolu comme à Lisbonne, par cela seul qu'un préfet de police aurait déserté son poste.

Cela n'est pas possible, quand même des ordonnances l'auraient ainsi permis à une époque où les principes du véritable gouvernement représentatif, qui ne sont autre que le règne des lois, n'étaient pas connus comme aujourd'hui.

Un préfet de police serait coupable de s'y prêter, s'il en était requis par l'autorité militaire, et celle-ci répudierait elle-même une pareille mission, comme elle l'a fait par l'organe du général Montgardé, dans la journée du mardi.

(1) Circulaire aux commissaires de police, du 19.

(2) Interrogatoire du 5 mars.

(3) La date de cet ordre est surchargée sur l'original.

(4) Déposition du 10 décembre : « Sans cet empêchement les barricades n'auraient pas été formées de nouveau. Il n'aurait pas fallu les attaquer une seconde fois. »

(1) Déposition de M. Lacazedieu, adjudant-sous-officier (10 décembre). Déposition de M. Darraq lui-même (8 décembre).

Au reste, il n'est pas vrai que l'ordonnance du 10 janvier 1816, ait nécessairement et de plein droit subordonné, dans ce cas, l'autorité civile à l'autorité militaire. L'art. 53 (et non 54) de cette ordonnance parle de circonstances extraordinaires; c'est-à-dire, du cas où le préfet de police est dans l'impossibilité de pourvoir, par lui-même, à la sûreté publique, et où il est obligé de s'écrier: La patrie est en danger.

D'ailleurs, si pour les consignes et l'action militaire, la gendarmerie de Paris est dans ces circonstances, sous les ordres du général, commandant la division, les officiers civils n'en conservent pas moins leur autorité protectrice.

Enfin sur ce point, l'ordonnance de 1816, aurait été modifiée par les art. 73 et 319 de celle du 29 octobre 1820. D'après cette législation plus récente, il doit y avoir concert des deux pouvoirs et non abdication du pouvoir civil. M. le préfet qui se retranche derrière les réglemens, quand il s'agit de répondre à la justice de ce qu'il a fait pour la protection des citoyens, a-t-il, d'ailleurs satisfait à ces réglemens, en avertissant le ministre de l'intérieur, que ses fonctions étaient momentanément suspendues; assurément il ne l'a pas fait et le ministre de la guerre n'en a pas été informé non plus comme nous l'avons déjà remarqué; autrement c'est lui qui eût donné les ordres, le 19 comme il l'a fait le 20.

Passons à un autre genre de responsabilité légale.

Pour protéger la sûreté des citoyens, la police à Paris, surtout, n'a pas seulement à sa disposition la force publique qui peut être soutenue par des divisions de l'armée; elle n'a pas seulement des commissaires de police et des officiers de paix, avec la commission d'observer, d'arrêter les délinquans surpris en flagrant délit; elle a encore une armée d'espions.

Ce procès nous en révèle de cinq espèces :

1^o Agens du cabinet particulier divisés en plusieurs escouades de l'aveu du sieur Fargue, rue Vieille-Bouclerie, n^o 25, chef de l'une d'elles. Elles sont sous la direction immédiate du préfet de police, et recevaient alors ses ordres par l'intermédiaire du comte de Pins son secrétaire. On y compte des gens établis, (notamment le sieur Vautray, bijoutier, rue Beaubourg, n^o 62).

2^o Agens de la police centrale, ayant pour chef l'ex-commissaire de police Hinaux, (cour de Harlay, n^o 21).

3^o Les inspecteurs ou agens de police attachés à chaque quartier sous les ordres directs des commissaires de police.

4^o M. Franchet avait aussi ses brigades, Hinaux, chef de la police centrale, en a fait connaître une, celle placée sous la direction du commissaire de police Genaudet, reconnaissant un nommé Cossonnet (rue de la Perle, n. 22) comme son chef. On a déshonoré les fonctions d'inspecteur de la librairie, jusqu'à ravalier à ce bas étage l'un d'eux, Deschet (rue des Noyers, n. 34).

5^o Enfin, nous voyons figurer parmi ces agens, un homme appartenant à la police militaire, le nommé Brebis. M. de Divonne dira sans doute à la justice qui commande cette brigade: elle ne s'occupe pas seulement de la police militaire. Elle a encore, d'après le sieur Fargue, chef de la police particulière du préfet, des privilèges spéciaux pour l'arrestation. La procédure ne fournit aucun détail sur cette partie de la police.

Les défenseurs ont dû attacher une grande importance à suivre les mouvemens de ces agens; car ils forment l'un des chefs d'accusation les plus graves contre MM. Delavau et Franchet.

Le sous-lieutenant Suau, du 18^e, a déclaré avec la franchise naturelle à son âge (il a 22 ans), et que n'ont pas imitée des hommes que la maturité des ans a rendus plus circonspects, qu'il avait trouvé dans la barricade St.-Leu, un de ces agens. Il n'a pas parlé par conjectures; celui-ci s'est vanté à cet officier d'avoir fait consolider une de ces barricades, et pour prouver sa qualité, il a ouvert son habit. « J'ai vu aussi, ajoute M. Suau, des gens mal habillés aller dans les rassemblemens, et revenir ensuite vers la colonne, rapporter ce quise passait; j'en ai conclu qu'ils devaient appartenir à la police. »

Le sous-lieutenant de la Roche (âgé de 24 ans), s'est exprimé d'une manière moins positive (7 décembre), mais assez clairement pour indiquer que les individus qui lui ont parlé au moment où il accompagnait un de ses soldats blessés, étaient des agens provocateurs.

Le lieutenant Doazan, dans sa déposition du 8 janvier, parle en termes positifs de deux agens de police qu'il signala à deux reprises au capitaine Mouiller, et qui ne voulaient pas tenir note des excès commis dans l'endroit où la troupe était stationnée pendant l'attaque des barricades.

Le capitaine Mouiller a appris des agens de police qu'on avait réédifié cette même barricade, et il n'a pas pu se porter là pour l'empêcher, parce qu'il était retenu à son poste par les inspecteurs de police sans insignes, qu'on lui avait adjoints (déposition du 10 décembre).

Quant à la journée du mardi 20, Rouéle, chef des sapeurs qui attaquaient la première barricade, dit positivement (7 décembre), sur la demande des magistrats, qu'il est sorti des barricades plusieurs individus qui paraissaient les avoir faites, et qui se rangeaient du côté de la troupe. Il y en eut un, entr'autres, qui sortit aussitôt après le feu, « Je le laissai passer, dit-il, n'ayant plus l'ordre d'arrêter personne. » (Cependant l'individu trouvé dans un rassemblement, qui résiste avec armes ou en réunion de plus de vingt personnes, est puni de la réclusion.)

Les sapeurs, Cherbal, Michel et Boulogne, dans leurs dépositions des 7 et 8 décembre, ont confirmé pleinement cette déposition.

Le lieutenant Loyer, devant les magistrats de Paris, et le sergent François Laporte, devant M. le juge d'instruction de Lombez, ont saisi

des agens de police avant l'occupation des maisons en construction d'où l'on attaquait la troupe, et où se faisaient les barricades.

On voit par les dépositions du sieur Chapelle (avenue de Lowendal, n^o 15), Deschet, inspecteur de la librairie, et Cherry prenant la qualité de militaire pensionné (rue des Brodeurs, n^o 4), tous trois employés dans la brigade de la police générale, sous les ordres de Cossonnet, et par l'aveu de Cossonnet lui-même, entendu le même jour, que cette brigade et son chef sont venus s'établir dès la commencement des soirées des 19 et 20 novembre dans une taverne de marchand de vin, au coin de la rue Montorgueil et de la rue Mauconseil. Nous nous y sommes transportés; elle est à une minute de chemin de la rue Saint Denis, et à portée des trois barricades.

Ces agens, (et nous ne les connaissons pas tous) sont-ils restés témoins passifs de ces barricades? Ne les ont-ils pas conseillés et n'ont-ils pas aidé à les construire? Nous avons sur ce point des dépositions précises; ce sont celles des officiers de la ligne qui les ont rencontrés au moment même de la bagarre.

Une preuve que ces agens n'étaient pas témoins passifs, c'est que Cherry, qui prétend n'avoir fait que se promener seul, a été regardé par les gendarmes comme un des perturbateurs, puisqu'il convient qu'il a été frappé par eux, au point de tomber sans connaissance, et qu'il a été obligé de prendre un cabriolet, pour regagner son domicile, après avoir rendu compte au commissaire Genaudet, l'intermédiaire entre eux et M. le conseiller d'état Franchet, des coups qu'il avait reçus. Celui là s'est bien donné garde de rendre plainte, et de se constituer partie civile.

Au reste, on va voir quelles pitoyables explications ces agens ont données à la justice. Leur devoir était évidemment, lorsqu'ils virent les barricades se former, d'empêcher leurs auteurs de se réunir entre eux, de les signaler au poste de la rue Mauconseil, d'avertir les nombreux commissaires de police, et les chefs de la force armée.

Mais il paraît que M. Franchet ni M. Delavau ne craignaient rien des barricades; car la mission de Cossonnet, (il le déclare positivement) était, non d'empêcher de faire ou de signaler les perturbateurs, mais de surveiller généralement les événemens, et de ne remarquer aucun individu.... Singulière manière d'observer; en effet, que de laisser de côté les délinquans! Il est vrai que ces délinquans, si on les avait signalés ou arrêtés, auraient pu être reconnus comme agens de l'autre police, qui était également en action, ainsi que nous allons l'établir.

La justice n'a pas ajouté foi à la singulière excuse de Cossonnet: elle a demandé à l'officier Hébert « si ce n'était pas la mission générale des employés de la police de signaler les individus qui causent des troubles pour pouvoir les reconnaître le lendemain, si on ne peut les arrêter sur-le-champ? — Certainement, répond Hébert; c'est la mission générale, et c'est celle surtout des agens de la police secrète, vulgairement appelés mouches, parce que n'étant pas connus, ils peuvent impunément se mêler dans la foule et observer à leur aise les perturbateurs pour les signaler. »

Or, que les agens de police fussent mêlés aux fabricateurs des barricades, c'est ce qui est bien prouvé par les dépositions des officiers. La justice était sur la trace d'une grande découverte qui conduisait directement à M. Franchet; mais elle a été arrêtée par l'impossibilité de lancer un mandat contre ce conseiller-d'état, et de faire perquisition des papiers de sa direction.

Les trois agens de cette brigade entendus en justice (et il en est beaucoup d'autres qui ne l'ont pas été; le plus grand mystère règne sur l'action de la police militaire dans cette soirée) attestent unanimement, ainsi que Cossonnet, leur chef, que des notes écrites, faites dans la rue et chez le marchand de vins, (il se nomme Ch. Hivelin, et a pour enseigne le bon Conseil), ont été transmises au commissaire Genaudet. La justice a mandé ce commissaire: elle n'a pu obtenir de lui, ni ces notes originales, ni ses propres rapports; et cependant il est constant qu'il en a fait de plus d'un genre dans ces deux soirées. Genaudet est convenu que celui, qui est joint aux pièces, n'a été fait que de mémoire, fort long temps après les événemens, c'est-à-dire le lendemain de la première déposition. Du reste, il avoue l'existence des rapports écrits sous la date des 20 et 21.

Il a paru singulier qu'un commissaire de police, soumis au préfet, fût le chef d'une police spéciale, dépendant de M. Franchet; cela ressemble assez à une contre-police. M. Genaudet s'en défend en disant qu'il était intermédiaire, non pas entre MM. Franchet et Delavau, mais entre M. Franchet et la préfecture de police; c'est aggraver l'accusation et non la détruire. Quoiqu'il en soit, les magistrats lui demandent quels sont les avis du directeur de la police que, dans son rapport du 20 novembre, à 6 heures, il annonça avoir été chargé de porter à M. Delavau, et de quelles dispositions inusitées il était question alors. Si M. Genaudet avait répondu franchement, nous saurions quel rôle M. Franchet a joué dans ces événemens, et comment la responsabilité se trouve partagée. Ceci serait à-peu-près le *memorandum* des conférences officielles tenues entre les chefs des deux polices, le 19 novembre. Mais Genaudet a éludé la question. « Les dispositions? je n'étais chargé d'en prendre ni d'en notifier aucune, mais seulement de rendre compte des mesures arrêtées par M. le préfet lui-même. C'est de cela que j'entendais parler. Quant à l'avis qu'il m'avait, dites-vous, chargé de transmettre au préfet, il était parvenu à la direction que les malveillans devaient s'emparer des cloches de Saint-Eustache et sonner le tocsin. »

Cette nouvelle inventée par la police ne révèle que trop peut-être ses intentions secrètes. Le tocsin avec les barricades, nous étions comme au tems de la ligue. Il ne manquait plus rien pour organiser la guerre civile.

Après avoir parlé de l'intervention de M. Franchet, dans les barricades par MM. Genaudet et Cossonnet; ses représentans avoués, il nous

reste à faire connaître la part qu'a pu prendre aux barricades la police particulière de M. Delavau.

Les magistrats demandent à l'ex-préfet de police : « quels étaient les agents chargés ces jours-là, (les 19 et 20 novembre), de la surveillance des quartiers où il y a eu du bruit ? Il répond : « C'étaient les agents attachés au commissaire de la police centrale, et ceux attachés aussi aux commissaires de police, j'avais en outre placé une réserve d'inspecteurs de police chez M. Foubert. »

Cette réponse paraît sincère et complète. Eh bien ! l'instruction prouve le contraire. Il a existé alors sous les ordres de M. de Pins, son secrétaire particulier, plusieurs brigades, dont l'une avait pour chef Fargue, et composée (si l'on s'en rapporte à la déclaration du comte de Pins, devant le juge d'instruction de Castres, le 7 mars), de 11 ou 12 personnes. Cette brigade a été constamment employée ces deux jours-là.

Il paraît que ce n'est pas leur mission ordinaire ; car Fargue, leur chef, a soin de dire et de répéter que la police du cabinet particulier a surtout pour but les renseignements à prendre sur les personnes qui demandent des secours et des places, et autres affaires délicates, c'est-à-dire, nous le savons positivement, la corruption domestique.

« Il n'y a, a-t-il ajouté, que quatre cartes à leur disposition, qu'on leur remet pour des cas particuliers, lorsque par hasard l'employé est obligé de faire connaître sa mission. Dans ces deux soirées, quatre ou cinq de ces employés, Dupont (rue d'Argenteuil, n° 15), Flavy (rue de la Calandré, n° 35), Vautray, bijoutier (rue Bourbon, n° 62), et de Rochemont, cour du Commerce, n° 3), ont été chargés d'aller rue St.-Denis et rue St.-Martin pour observer. Ils y allaient deux par deux, et venaient rendre compte à M. de Pins de ce qu'ils avaient vu. »

« D. Ne devaient-ils pas remarquer les perturbateurs ? — R. Oui, mais c'était impossible. C'est ainsi que M. Dupont, à qui les nommés de Froment et Brebis avaient signalé un perturbateur, le suivit quelque temps et le laissa parce qu'il n'avait pas sa carte. Brebis l'aurait fait arrêter, étant agent de la police militaire. (Il paraît que cette police-là a des privilèges.) Le mardi, poursuit l'arrogue, c'était l'affaire de la police centrale. » (Il oublie ce qu'il vient de dire, que ses employés ont été observer pendant ces deux journées.) « J'avais tâché de signaler quelques individus, cela fut impossible. »

D. Avez-vous été informé de l'existence des barricades (le mardi) ? — R. Mes agents m'ont dit qu'ils le savaient par oui-dire, mais qu'ils n'avaient pu arriver jusques-là.

D. Tous les autres ont dit avoir pu y aller ? — R. Ils m'ont dit qu'ils ne l'ont pu à cause de la foule.

On a interrogé (le 14 mars) de Rochemont, le bijoutier Vautray, Léard et Flavy. Ils ont été employés le 19 et le 20. Le premier était en observation dès 7 heures et demie ou 8 heures. Il dit n'avoir pas vu les barricades.

Le magistrat a demandé à Flavy comment il était possible qu'il ne fût allé que jusqu'à la rue de la Ferronnerie, et pourquoi il était défendu d'aller au-delà. — R. M. Fargue ne me l'a pas expliqué.

Ces réponses sont mensongères. Fargue ne dit pas leur avoir donné un ordre semblable ; s'il l'avait donné, que seraient ils venus rapporter à M. de Pins ? A qui fera-t-on croire que des agents secrets de la police n'osent se mêler à la foule ?

Est-ce que la mission générale des employés de la police n'est pas de signaler les artisans de trouble, demandé le magistrat interrogateur, à l'officier de paix Hébert ?

« C'est la mission générale de tous les employés, répond Hébert ; mais il y a cette grande différence que ceux de la police centrale faisant tous les jours un service public, à la disposition des commissaires de police, sont connus dans tous les quartiers et ne peuvent par conséquent, sans danger, s'immiscer dans les bagarres, tandis que ceux du cabinet de M. de Pins, dont les employés étaient vulgairement appelés *mouches*, pouvaient impunément se mêler dans la foule, et remarquer à leur aise les perturbateurs pour les signaler plus tard à l'autorité. »

Ainsi, c'est un chef de police qui répond aux allégations des agents de M. Delavau. Ces individus craignent d'avouer la vérité de peur qu'il ne soit constant, par leur aveu, qu'ils étaient dans les barricades ; mais de pareilles réponses accusent autant leur chef, que les déclarations des agents de la police Franchet, et le motif qui a porté M. Delavau à dissimuler à la justice leur existence et leur intervention ne peut manquer d'aggraver les soupçons.

Il est donc constant que deux brigades de la police secrète appartenant aux deux fonctionnaires inculpés, se sont trouvées sur les lieux où se formaient les barricades ; qu'ils n'ont rien fait pour les empêcher ; qu'ils n'ont averti ni les chefs de poste, ni les chefs de patrouilles, ni les chefs de détachemens, ni les commissaires de police en observation.

(La suite à demain.)

ISAMBERT.—ED. BLANC.

Nota. — D'après les nouveaux faits rapportés dans cette requête, les parties civiles demandent à la Cour royale un supplément d'instruction à l'égard de M. Franchet.

DERNIÈRE RÉPONSE A LA GAZETTE DE FRANCE.

« Nous sommes complètement de l'avis de M^r Isambert, dit la *Gazette de France* d'avant-hier soir, il est un comité directeur, qui ne s'effacera jamais du souvenir de Paris et de la France, car il a marqué son existence en caractères de sang ; c'est le comité directeur qui a organisé les barricades de la rue Saint-Denis, et nous ajoutons que ce comité directeur n'en était pas à son coup d'essai ; qu'il avait organisé les troubles de juin, les séditions contre les missions, les révoltes des écoles de droit, les conjurations de Saumur, de Belfort, de La Rochelle, et que c'est enfin ce comité directeur, dont M. Isambert a été l'agent pour organiser les élections dans le midi de la France. »

Et insistant sur cette pensée, la *Gazette de France*, qui ne peut plus révoquer en doute la déposition terrible du sous-lieutenant Suau, affirme « que le prétendu mouchard, qui a dit à ce témoin qu'il venait d'aider à élever les barricades était évidemment envoyé près d'un officier par le parti qui a voulu rejeter l'affaire sur la police. »

Voilà de part et d'autre des allégations d'une haute gravité, et leurs auteurs, pour peu qu'ils se respectent, ne peuvent pas oublier qu'en les proclamant ils s'imposent de grands devoirs. Ces devoirs ont été remplis par les accusateurs de la police. Ils se sont présentés aux magistrats ; il ont déclaré, sous la foi du serment, tout ce qu'ils savaient ; ils ont fait plus, ils se sont portés parties civiles ; ils se sont exposés à toutes les chances d'une dénonciation judiciaire ; déjà leurs poursuites auraient commencé, si la loi ne les obligeait à obtenir une autorisation supérieure, et c'est pour obtenir cette autorisation qu'ils s'adressent dans les termes les plus pressants au conseil d'état. Eh bien ! que leurs adversaires imitent leur exemple ; leurs devoirs sont les mêmes ; qu'ils se hâtent aussi de les remplir. Que M. de Genoude, M. de Lourdoueix, enfin que l'auteur de l'article de la *Gazette de France*, quel qu'il soit, dépose une plainte au parquet de M. le procureur du Roi. Qu'il ose se nommer et provoquer les investigations de la justice. Qu'il produise ses preuves, et qu'il se porte partie civile. La *Gazette des Tribunaux*, qui ne cherche que la vérité, s'empressera de faire connaître cette plainte. Dix avocats s'offriront pour la soutenir, si elle a quelque fondement. Plus heureux que leurs adversaires, ils n'auront pas besoin de subir les lenteurs d'une requête au conseil d'état.

Que si le dénonciateur, au contraire, reculait devant les devoirs qui sont la conséquence de sa dénonciation, s'il persistait à se cacher lâchement sous le voile de l'anonymat et à laisser ses allégations dans le vague, quelle honte pour lui et pour le journal qui lui a servi d'instrument !

En résumé, les deux parties sont d'accord sur ce point qu'un comité directeur a organisé les barricades de la rue Saint-Denis. Seulement elles le signalent dans des rangs opposés.

D'un côté, c'est un inconnu, c'est l'auteur d'un article anonyme, inséré dans un journal acheté par l'ancienne administration.

De l'autre côté, ce sont vingt et un citoyens qui se nomment et comparaissent devant les magistrats. A l'appui de leurs allégations, ils montrent leurs blessures et produisent des témoignages qu'on ne peut combattre qu'en déniaient les copies littérales de pièces authentiques. Ils placent ces allégations sous la garantie des formes légales, ils assument sur leurs têtes toute la responsabilité de leur action, et loin de redouter cette responsabilité, ils s'y soumettent spontanément ; ils ont soif de justice, ils la réclament hautement et à grands cris, ils nomment ceux qu'ils accusent et ils demandent avec insistance leur mise en jugement.

Que les hommes impartiaux prononcent. Qu'ils jugent de quel côté sont la franchise et la bonne foi, l'honneur et la conviction.

— Nous nous empressons de publier la lettre suivante :

Monsieur le rédacteur de la *Gazette des Tribunaux*,

Veillez mettre la note suivante dans votre prochain numéro en réponse à l'article d'hier 22.

C'est à l'insu de M. le lieutenant-général comte de Contard et au mien que les deux lettres des 22 et 23 février ont été insérées dans la *Gazette de France*, m'en référant toutefois à leur contenu.

Recevez, Monsieur le rédacteur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le chef d'état-major de la place de Paris,
Comte Charles DE DIVONNE.

Paris, 23 mars.

Note du Rédacteur. — Ainsi, tout concourt à justifier le sentiment de surprise que nous avons manifesté en lisant dans la *Gazette de France* les deux lettres de MM. de Fitz-James et de Divonne, adressées à M. le général Contard. Il devient constant aujourd'hui que ce ne peut être que par suite d'une soustraction ou d'un abus de confiance que ces deux lettres ont été publiées. Où la *Gazette de France* a-t-elle pu les dérober ? Par qui cet abus de confiance a-t-il été commis ? Peu importe. Ce qui est plus digne d'attention, c'est que MM. de Contard, de Fitz-James et de Divonne, tout en reconnaissant la réalité des deux lettres, que nous avons suffisamment réfutées, jugent à propos de déclarer qu'ils sont étrangers à leur publication dans la *Gazette de France*. Il n'est plus donné à ce journal que de compromettre par ses éloges, ou d'honorer par ses injures.